

L'hévéaculture paysanne dans la région de Jambi (Sumatra)

*Dominique Guillaud **

Le développement qui vise les grandes masses des sociétés tropicales porte en priorité sur l'amélioration, jugée cruciale, des productions vivrières. Ses interventions, qui relèvent d'une quête de l'autosuffisance alimentaire, sont souvent opposées à celles qui préconisent l'ouverture des économies locales au marché mondial, notamment par l'introduction de cultures de rente : ces dernières non seulement ne privilégieraient qu'une minorité de la population, mais seraient susceptibles d'accroître la vulnérabilité des systèmes de production concernés, comme cela s'est produit dans le Sahel [Raulin, Raynaud, 1980 : 21; Guillaumont, 1985 : 191]. L'Asie du Sud-Est, où certaines paysanneries alternent avec succès vivrier et commercial, fournit quantités de contre-exemples à cet antagonisme apparent; ce n'est pas seulement qu'un « marché » y ait été ouvert de longue date par les différentes compagnies des Indes orientales, c'est, tout simplement, que bien des sociétés locales ont participé activement à l'élaboration des réseaux de commerce à longue distance, et ce dès les premiers siècles de notre ère [Manguin, 1996].

De cette longue phase d'une histoire marchande qui lie et oppose à la fois toute une série d'États côtiers entre eux et avec leur arrière-pays, il subsiste aujourd'hui des comportements économiques dont la rationalité occidentale a peu l'expérience. L'exemple présenté ici est celui de la région de Jambi, située sur la côte orientale de Sumatra (*fig. 1*), et qui fut, successivement, région vassale du royaume hindouïste et marchand de Sriwijaya, centre de ce même royaume et enfin siège d'un sultanat¹. Dans les pénépaines et les basses terres de la région, l'hévéaculture, adoptée au début du XX^e siècle par la population dont l'origine est en grande partie minangkabau², s'inscrit ainsi dans une longue tradition de spéculation; la

* Géographe, IRD.

1 Le royaume de Sriwijaya (VI^e-XIII^e siècles), dont la capitale était localisée à l'emplacement de Palembang, et celui de Malayu (XIII^e-XIV^e siècles), qui devint le nom du royaume lorsque, dans sa phase de décadence, sa capitale se déplaça dans l'actuelle région de Jambi, sont notamment connus par les travaux de Coedes, Wolters et Manguin. Le sultanat de Jambi, apparu au tournant des XV^e et XVI^e siècles, est connu par les travaux des administrateurs néerlandais (Helfrich, Korn, Mennes, Tideman...); voir également, toujours au sujet du sultanat, Watson-Andaya [1993] et Guillaud [1994].

2 Cette population minangkabau, au moment de l'apparition du sultanat de Jambi au XVI^e siècle, avait déjà colonisé progressivement les rives du fleuve Batang Hari depuis son royaume d'origine situé à l'amont, se mêlant à une autre population en aval. Une composante javanaise ancienne est également attestée dans la population de Jambi [cf. Guillaud, 1994].

Figure 1 – L'île de Sumatra

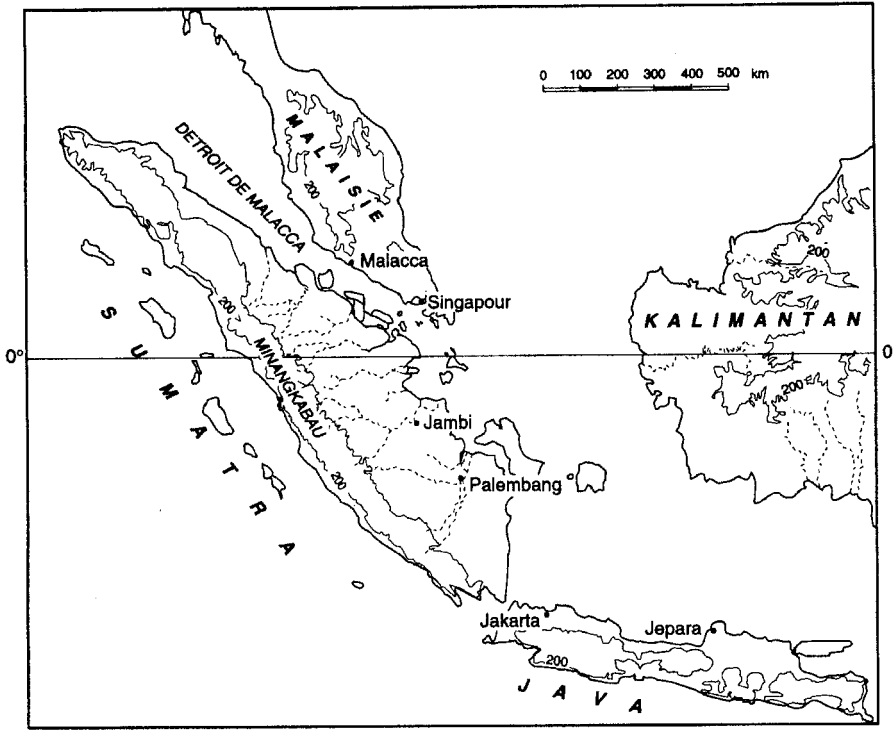
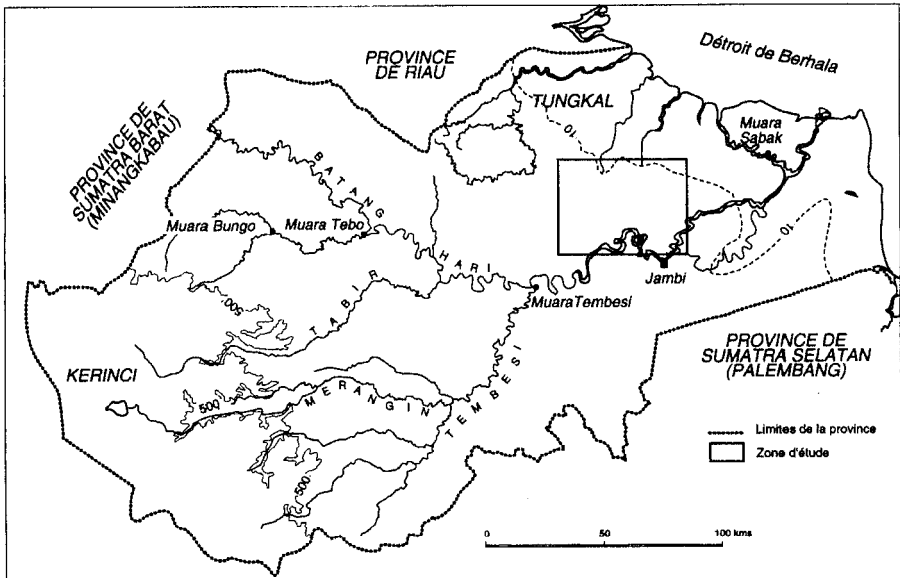


Figure 2 – La province de Jambi



culture est pratiquée non sous la forme de plantations « industrielles », mais sur un mode bien particulier qui a valu au produit l'appellation anglo-saxonne de « *jungle rubber* », et dont l'expression « forêt à hévéa » peut approximativement rendre compte. L'hévéaculture est au centre des évolutions qu'a connues, dans une grande partie de la région, le système de production agricole au cours de notre siècle, et son adoption par la population, retracée notamment par le biais des archives néerlandaises, livre des clés pour la compréhension des stratégies paysannes actuelles et de la dynamique économique et foncière à l'œuvre dans la région. Le type de société dont il est question, prompt à saisir les opportunités offertes par le marché international, contraste singulièrement avec le modèle, que l'on imagine plus « classique », des paysanneries asiatiques tout entières tournées vers la riziculture irriguée et l'autosuffisance alimentaire. Geertz, en 1963, distinguait avec pertinence ces deux types de sociétés présentes en Indonésie.

Un contexte propice à l'essor de l'hévéaculture

La région de Jambi ³ n'a jamais été autosuffisante en riz, ce dont tous les Européens s'étonnent ou désespèrent : « Le long des rives du fleuve de Jambi, on trouvait en 1861 quelques villages ou hameaux qui, bien que le sol semblât fertile, ne semblaient guère prospères [...], les champs étaient si peu étendus qu'on pouvait se demander si, même lors d'une année exceptionnelle, assez de riz était produit pour satisfaire aux besoins locaux » [Versteeg, 1875 : 35]. En règle générale, les populations de la région ne constituaient jamais de surplus et, au mieux, ne cultivaient que pour couvrir au plus juste leurs besoins, comportement jugé désastreux par les Néerlandais en raison de calamités épisodiques anéantissant tout ou partie de la récolte. La pénurie de riz ne remonte cependant pas à la période coloniale, comme le montre une description, dans le port de Jeparà à Java, en 1614, des navires provenant de Jambi : « Ceux de Jambi venaient souvent là avec leur poivre à vendre, et en repartaient ensuite avec de grandes quantités de riz et divers fruits et denrées » [Stapel, 1939 : 308-311]. Mieux encore, on sait, par le chroniqueur chinois Tchao-Jou-Koua [Ferrand, 1922 : 9-12], qu'en 1225, du riz était déjà importé !

De fait, dès le XVI^e siècle, les revenus des cultures commerciales étaient largement suffisants pour que la région s'autorisât un déficit vivrier et des importations de riz en conséquence. Dès 1545, Jambi était connu des Portugais comme une zone qui exportait du poivre [Watson-Andaya, 1993 : 97]. Une grande partie de ce poivre était produit dans les hautes terres et dans le pays minangkabau, mais la région de la Tembesi (*fig. 2*), plus proche de la capitale, en était aussi productrice [Schrieke, 1955 : 51]. La position stratégique de Tanah Pilih, future ville de Jambi, sur le plus long fleuve de Sumatra desservant les plus grandes régions productrices de l'ouest de l'île, lui permit de devenir une riche cité marchande assurant l'écoulement des productions de poivre auprès des commerçants chinois, portugais, malais, macassars et javanais, et y justifia, pour les compagnies

3 La province actuelle de Jambi correspond approximativement à l'extension du bassin du fleuve Batang Hari.

britannique et néerlandaise des Indes orientales, l'implantation de comptoirs dès le début du XVII^e siècle.

Le commerce prospère du poivre dura quelques décennies à peine. L'accroissement des productions dans l'archipel – et ailleurs – ne tarda pas à faire chuter les prix du produit; en 1652, l'Europe se trouvait en possession de stocks de poivre suffisants pour au moins trois ans. Le commerce s'écroula complètement dans les années 1680 et, à Jambi, fut rapidement remplacé par celui de l'or, échangé par les intermédiaires chinois contre de l'opium aux producteurs minangkabau de l'intérieur et de l'amont [Watson-Andaya, 1993 : 104, 115]. Pendant longtemps, ne seront plantées à Jambi, en fait de poivre, que des « quantités infimes pour l'autoconsommation » [Tideman, 1938 : 206].

Vers le milieu du XIX^e siècle, si la culture du coton, qui venait de faire une brève apparition dans la région, était alors délaissée, celle du tabac semblait se développer : mais à peine quelques années plus tard, vers 1875, on ne trouvait déjà plus de tabac dans les produits d'exportation; les revenus de la population provenaient désormais de la culture du rotin en « jardins » le long des rivières et de la récolte de gommes dans la forêt.

On ne peut, en examinant l'histoire économique de la région, que relever l'extrême rapidité avec laquelle sont effectués les nouveaux choix en matière de productions commerciales. C'est dans ce contexte que s'inscrit, au début du XX^e siècle, le fantastique essor de l'hévéaculture.

La « marée de caoutchouc »

La forte demande en caoutchouc du tout début du XX^e siècle était liée au développement de l'industrie des pneumatiques; elle occasionna une hausse très importante des cours de la matière première. La hausse se poursuivit pendant la première guerre mondiale, du fait des besoins de l'armement. À Jambi, ces opportunités, ainsi que la relative vacuité de l'espace incitèrent la population locale à se lancer à grande échelle dans la culture de l'hévéa. La perspective de bénéficier de la manne que procuraient, jusque dans les années vingt, des cours du caoutchouc très élevés, amena la population à ouvrir bien plus de plantations qu'elle ne pouvait en exploiter. Les immigrants, javanais essentiellement, à défaut d'avoir, dans l'immédiat, accès à la propriété foncière, n'en affluèrent pas moins dans la province pour servir de main-d'œuvre sur les plantations où, étant intéressés à la récolte, les cours élevés leur garantissaient un revenu confortable.

À compter du début du siècle, la population des rives de la Batang Hari se convertit ainsi massivement à l'exploitation de l'hévéa. Les premiers plants en furent recherchés à Singapour ou à Malacca par les paysans, après quoi leur importation fut organisée par les Néerlandais [Helfrich, 1908; Samson, 1913 a : 293]. Au tout début, ces derniers encouragèrent la population à pratiquer cette culture, qui se développa alors à un rythme « unique dans l'histoire de l'agriculture » [Theekian-Wie, 1977 : 15].

Les terrains d'élection de la riziculture, localisés aux fertiles bourrelets de berge du fleuve, furent les premiers colonisés par les plantations d'hévéas [Tideman, 1938 : 190]; ceux-ci une fois saturés, les planteurs étendirent leurs plan-

tations aux terres recouvertes de recrûs forestiers ou de forêt vierge. L'hévéaculture, peu exigeante quant aux terrains qu'elle colonise, se développa dès lors sur toutes les zones où s'offrait une quelconque facilité de transport, rivière ou chemin; elle s'intéressa même aux aires les plus marginales, tels les anciens essarts envahis par *Imperata cylindrica*, graminée signalant les terres épuisées : dès 1912, les paysans tentaient de replanter ces terres quasiment incultes en hévéas [Samson, 1913 a : 301].

Les importations de riz se firent considérables au moment où les agriculteurs locaux délaissaient les rizières pour les plantations, et alors qu'affluaient de nouveaux immigrants, attirés par la perspective du profit rapide procuré par la forte demande de main-d'œuvre pour la saignée des plantations. L'administration néerlandaise, qui restait désireuse d'assurer l'autosuffisance vivrière des communautés locales et qui cherchait, aussi, à préserver les ressources forestières considérables de la région sur lesquelles elle avait quelques visées, multiplia les mises en garde devant les risques d'effondrement des cours et encouragea fortement, avant même les années vingt, l'aménagement des rizières irriguées [Breda de Haan, 1916; Heyting, 1913; Mendelaar, 1925; Kamerling, 1915; Quast, 1918...]. Néanmoins, une succession de mauvaises récoltes de riz à la fin des années dix retarda ces projets et l'hévéaculture continua de s'étendre.

Son essor fut entretenu par une série de facteurs externes. En 1922, la production mondiale de caoutchouc était très excédentaire, ce qui provoqua une chute momentanée des cours. Cette situation poussa le gouvernement britannique de la Malaisie, d'où provenait 75 % du caoutchouc mondial, à imposer à son territoire un plan de restriction. Mais les Indes néerlandaises, second producteur, ne jugèrent pas nécessaire d'adhérer à ce plan. Peu de temps après son entrée en vigueur, l'industrie automobile des États-Unis, remise de la dépression, reprit son essor; l'offre réduite et la demande forte entraînèrent en 1925 une hausse considérable des cours du caoutchouc, dont profitèrent essentiellement les Indes néerlandaises.

Le nombre d'arbres plantés dans la province de Jambi était évalué à plus de 2 millions jusqu'en 1912, et à 3 millions environ en 1914 [Samson, 1913 a; Kamerling, 1915]. En 1922, on estimait le nombre d'hévéas à 21 millions, quoique ce chiffre fût sujet à caution : les administrateurs débordés n'avaient plus aucune idée de l'extension de cette culture. En 1923, Jambi, crédité de 20 millions d'arbres dont 7,5 millions auraient été saignés chaque année, produisait près de 23 000 tonnes de caoutchouc, soit environ 30 % du caoutchouc indigène des Indes néerlandaises dont elle était alors la principale région productrice [Mendelaar, 1925; Pekelharing, 1925; Anonyme, 1924]. L'on se mit à parler de « *rubber-banjir* », d'une « marée de caoutchouc » à Jambi [Kramps, 1924-25].

Ce n'est qu'en 1928 que le plan de restriction anglais pour la Malaisie fut abandonné, occasionnant une croissance de l'offre mondiale telle que les cours s'effondrèrent à nouveau. Avant que le marché du caoutchouc pût se réorganiser, il fut atteint plus durement encore par la grande dépression de 1929 [Thee-Kian-Wie, 1977].

À Jambi, pendant quelques années à compter de cette date, les surfaces de l'hévéaculture régressèrent un peu au bénéfice des cultures vivrières. La production de caoutchouc connut un recul important, car une bonne partie des plantations

cessèrent d'être exploitées [Steinbuch, 1933]. En revanche, les surfaces en rizières décuplèrent entre la saison de 1925-26 et celle de 1931-32 [Veschoor van Nisse, 1931] et, parallèlement, la population plus nombreuse en vint d'elle-même à une agriculture moins consommatrice d'espace [Graf, 1938].

Les prix du caoutchouc se relevèrent lentement à compter de 1933, et les surfaces en hévéas s'accrurent à nouveau de façon considérable. En 1938, des estimations [Hall, 1946] attribuaient plus de 72 millions d'arbres à la résidence ! Néanmoins, les cours ne seront plus jamais équivalents à ceux du début du siècle, quoique certains épisodes, telle la guerre de Corée qui entraîna une forte hausse de la demande, contribuèrent ponctuellement à les relever. Depuis la fin des années soixante, les cours du caoutchouc sont plutôt à la baisse.

Que l'hévéaculture paysanne connût un si fantastique essor était dû, pour une bonne part, aux disponibilités foncières considérables et également à la flexibilité des modes d'exploitation qui furent adoptés. Pour la population locale, l'obtention de terres était aisée et quasiment gratuite [Pekelharing, 1925 : 3]. Le système foncier traditionnel qui, comme on le verra, s'est modifié à la suite de l'introduction de l'hévéaculture, favorisait très largement les habitants de Jambi, au contraire des immigrants qui semblaient, dans les premières décennies du siècle, ne pas avoir accès ou n'avoir qu'un accès limité à la propriété foncière.

De plus, l'adoption de l'hévéaculture ne provoqua aucune rupture, ni dans les pratiques d'exploitation en vigueur à la fin du siècle dernier ni, en fait, dans les espaces qui étaient traditionnellement utilisés. Au moins depuis le XVII^e siècle, en effet, la population tirait une bonne partie de ses ressources monétaires de la forêt : la récolte des diverses gommes forestières, la saignée du *jelutung* et du *damar*, la collecte du sang-de-dragon, du benjoin⁴, la récolte de cires, toutes largement pratiquées de longue date dans la région, semblent avoir fait le lit de l'hévéaculture. Il est d'ailleurs possible que les procédés d'exploitation de l'hévéa aient emprunté davantage à la cueillette ou à la foresterie, qui dominaient l'économie de la région au XIX^e siècle [Luytjes et Tergast, ca. 1930 : 10], qu'aux méthodes d'aménagement classiques des plantations tropicales. En examinant notamment le cas des *jelutung*, il apparaît que des procédés tels que l'ouverture, dans la forêt où croît spontanément cette essence, de chemins (*rintis*) reliant entre eux les arbres d'une même exploitation, furent transposés, sans modification, de la saignée des gommes « sauvages » à celle du latex de l'hévéa. La paysannerie passa ainsi de l'exploitation de ressources « aléatoires », présentes à l'état spontané dans la forêt, à celle d'une ressource « organisée », à compter du moment où une demande suffisante justifia son exploitation sous la forme de plantations.

L'organisation linéaire de l'espace, qui caractérisait la zone lorsque que les moyens de transports se limitaient aux opportunités offertes par le réseau hydrographique, s'est modifiée avec l'extension de l'hévéaculture et avec la nécessité de lui trouver de nouveaux terrains. Délaissant les bourrelets de berge saturés de la

4 Cf. Wellan [1932]. *Jelutung* : *Dyera* sp. (Apocynacées), dont le latex fournit un caoutchouc; *damar* : diverses diptérocarpacées recherchées pour leur résine; sang-de-dragon : résine de *Daemonorops draco* (palmaées) utilisée en pharmacopée ou comme colorant, pour la fabrication de vernis [Samson, 1913 b : 475-488]; benjoin : résine obtenue par saignée de *Styrax benjoin* (styracées), utilisée entre autres comme encens.

Batang Hari, les plantations d'hévéas se sont étendues peu à peu le long de ses affluents, puis se sont répandues sur les collines où a été aménagé pour l'occasion un réseau de chemins, puis de pistes. Aujourd'hui, les plantations paysannes s'organisent en chapelet le long du réseau routier, la plupart du temps sommaire, qui laisse encore quelques îlots forestiers interstitiels intacts.

L'aménagement des « forêts d'hévéas »

On constate peu de changements lorsqu'on compare le mode d'aménagement d'une plantation d'hévéas au début du siècle [Samson, 1913 a ; Pekelharing, 1925] avec celui qui prévaut aujourd'hui⁵. Après les opérations habituelles qui accompagnent le brûlis, des trous sont creusés sur le *ladang*⁶ à intervalles plus ou moins réguliers (de 2 à 4 mètres) pour accueillir les plants d'hévéas. La première année, parfois la deuxième et exceptionnellement la troisième, c'est-à-dire tant que le sol n'est pas trop ombragé, du riz est semé entre les plants. Les informateurs actuels rappellent que lorsque les cours du latex étaient hauts, les planteurs ne prenaient pas même la peine de semer du riz et transformaient directement l'essart en plantation. Aujourd'hui toutefois, il est redevenu courant de semer du riz sur l'essart, même si sa culture n'excède jamais une année.

Le sarclage du riz, lorsqu'il est cultivé, est le seul entretien que connaissent les jeunes plantations. Par la suite, ces dernières sont laissées à elles-mêmes pendant quelques années, le temps que les arbres parviennent au stade de production ; certains planteurs de la zone de collines soulignent même que le rendement des plantations serait moindre si elles étaient entretenues ! Leur physionomie est ainsi très particulière : l'hévéa croît parmi les repousses d'une jeune forêt.

Les marques d'appropriation sont sommaires. Outre la présence d'arbres fruitiers qui, dans le système traditionnel, peuvent indiquer l'appropriation d'une terre, les paysans plantent souvent une double rangée d'hévéas aux limites de la parcelle. Les clôtures et les fossés sont peu utilisés, et il n'est pas exceptionnel que les parcelles soient dénuées de toute marque de propriété : les exploitants connaissent leurs limites foncières et les litiges sur ce plan sont, à ce qu'on dit, rares.

La technique de la « forêt à hévéa » a l'avantage d'un investissement minimum en travail ; hormis la culture (facultative) du riz sur l'essart, les planteurs qui ne disposent pas, en d'autres lieux, de rizières inondables auxquelles consacrer leur temps se livrent à toutes sortes d'activités dans l'attente que la plantation en arrive au stade productif. Outre la pêche en rivière et l'aménagement de carrés de légumes, diverses « cultures dérobées », comme la banane ou le manioc, sont pratiquées sur la plantation. Cependant, il est rare que les planteurs se limitent à ces activités d'attente sans aller ouvrir, ailleurs, d'autres essarts destinés à recevoir des hévéas.

5 L'étude a plus précisément porté sur le *kabupaten* (district) de Batang Hari, dans la zone du fleuve aux environs de la capitale, Jambi, et sur les collines qui sont situées au nord du fleuve (voir fig. 2).

6 Les *ladang* désignent d'une façon générale les rizières pluviales sur brûlis (essarts) et s'opposent aux *sawah* ou rizières inondées.

Au terme, quelquefois, de trois ou quatre ans au début du siècle [Breda de Haan, 1916 : 138], de six à huit ans dans les années vingt, et de dix à douze ans aujourd'hui⁷, la plantation peut être exploitée; tantôt le recrû forestier qui la recouvre est partiellement éliminé, tantôt des sentes y sont aménagées en un circuit permettant au saigneur d'accéder à tous les arbres exploitables.

À compter de l'entrée en production, un arbre peut être saigné à peu près tous les jours. Dans les années vingt, une entaille en forme de V⁸, incisée à environ 50 centimètres de hauteur sur le tronc, délimitait un premier panneau de saignée, incisé progressivement vers le bas et saturé au bout de six mois. Après quoi, le saigneur s'attaquait à l'autre côté du tronc et procédait de façon identique, de telle sorte qu'au bout de six autres mois, ce second panneau était à son tour saturé. L'exploitant revenait ensuite au côté précédent du tronc pour creuser de nouvelles entailles à 40-50 centimètres au-dessus des premières, et ainsi de suite. Le rendement en latex de l'arbre diminuant au fur et à mesure que ce traitement lui était appliqué, le saigneur commençait à infliger à l'arbre, outre la saignée « systématique », des incisions supplémentaires pour tenter d'accroître la production. Après deux années d'exploitation, l'écorce de l'arbre était assez largement balafrée et sa production dérisoire, mais ce traitement pouvait se poursuivre pendant assez longtemps si les cours du caoutchouc étaient intéressants. Des méthodes d'exploitation si radicales, que l'on peut encore lire sur le tronc boursoufflé de vieux hévéas, sont aujourd'hui plus rares. L'arbre atteint le maximum de sa production entre dix et vingt ans, mais par la suite, selon certains, peut continuer d'être saigné jusqu'à soixante ou soixante-dix ans ! Les planteurs ont encore coutume d'affirmer que « tant qu'il a encore des feuilles, un hévéa peut être saigné ».

Le latex, récolté dès l'aube dans des coupelles constituées de demi-coques de noix de coco (*mumpul*), est ensuite brassé puis coagulé. En 1913, les produits les plus divers étaient utilisés en surquantité pour obtenir une coagulation rapide : acide fluorhydrique, jus d'agrumes et vinaigre de palme [Samson, 1913 a : 310]; à compter des années vingt, seul l'alun sera employé, mais les paysans conserveront longtemps l'habitude de mêler au latex, au moment de la coagulation, des *scraps* (déchets de latex déjà coagulé) ou divers débris afin d'alourdir le poids de la galette [Pekelharing, 1925 : 15]. Dans le même but, celle-ci connaissait, avant sa vente aux intermédiaires et durant son transport vers Jambi, toute une série d'immersions destinées à accroître sa teneur en humidité. Comme plus de la moitié du poids des galettes vendues à Jambi était constitué d'eau et d'impuretés, en 1928, des normes furent fixées pour déterminer la qualité du produit destiné à l'exportation et imposer son transport à sec.

Sur le long terme, ces mesures eurent cependant un effet limité et le caoutchouc de Jambi, dans les années soixante, est encore connu pour sa mauvaise qualité [Wybenga, 1970 : 9]. L'immersion du latex est toujours pratiquée aujourd'hui par les paysans qui évitent ainsi, disent-ils, de lui faire perdre 20% de son poids.

7 On signale que des plants améliorés, introduits depuis peu, permettront aux plantations d'être productives au bout de cinq ans seulement.

8 La forme des entailles a aujourd'hui changé, le tronc est incisé aujourd'hui sur une demi-circonférence.

Après sa coagulation d'une journée dans un bac, la galette (*tahuan*, *bekuan* ou *cetak*) est mise dans un bassin pendant au moins une semaine avant d'être vendue aux intermédiaires. Le poids des galettes, très variable, varie encore entre 8 et 40 kg ! Selon l'avis de tous, il est inutile de tenter, même aujourd'hui, d'améliorer la qualité médiocre de ce caoutchouc : les cours sont par trop fluctuants.

Comme on le voit, il n'y a rien de comparable entre l'hévéaculture villageoise et l'exploitation de type industriel, quant à elle peu répandue dans la région. En 1918, les rapports administratifs néerlandais relevaient déjà que l'hévéaculture paysanne était menée « sur le mode le plus extensif possible » [Quast, 1918]. L'absence totale d'entretien des plantations ne semblait pas constituer un obstacle à la saignée des arbres, « même si l'on devait parfois utiliser une échelle pour atteindre l'entaille » [Tideman, 1938 : 190].

Les méthodes d'exploitation et la commercialisation

Comme le soulignent tous les auteurs, il n'y a aucun moyen de connaître l'étendue réelle des plantations paysannes : elles sont laissées à l'abandon lors de leur phase de croissance et le recrû de forêt secondaire rend très difficile leur repérage. On sait que les plantations paysannes actuelles abritent un nombre moyen de 350 à 400 hévéas saignables par hectare, chiffre en fait grandement variable (170 à plus de 600 arbres par hectare); de toute façon, la production ne permet pas d'avoir une idée de la surface productive, car le saigneur ne s'attaque pas constamment aux mêmes arbres : selon l'âge et l'état d'une plantation, seuls la moitié ou le tiers des arbres sont saignés. Ainsi, connaître la surface plantée n'a pas grande utilité, car elle ne correspond ni à la surface des arbres productifs, ni à la surface effectivement exploitée. Il est préférable de s'en tenir aux productions.

Des 400 arbres saignés par personne et par jour dans les années vingt [Pekelharing, 1925], lorsque les cours du latex étaient élevés, on passe, en période de chute des cours comme en 1930, à 600 arbres par jour et parfois 800 [Veschoor van Nisse, 1931]. Lorsque les cours étaient très bas, les exploitants avaient tendance à saigner un nombre d'arbres accru afin de se garantir un revenu minimum. Aujourd'hui, les exploitants disent ne saigner en moyenne que 300 arbres par jour, mais d'autres spéculations sont venues entre-temps concurrencer l'hévéaculture.

Le nombre de jours de saignée par an est tout aussi variable : les saigneurs travaillaient environ 200 à 240 jours par an vers 1925 [Kramps, 1924-25 : 1101; Mendelaar, 1925 : 332]. On ne dispose pas de données jusqu'à la période actuelle, où l'exploitation apparaît fort irrégulière. Mais on peut discerner des règles de base dans cette activité, qui permettent de se faire une idée de son calendrier :

- Les jours où il pleut, les plantations ne peuvent pas être saignées, le latex mêlé d'eau dans les coupelles n'étant pas utilisable. À Jambi même, on peut estimer le nombre moyen de jours pluvieux à 175 par an; à Muara Tembesi, en amont, à environ 150 jours de pluie par an. Cela laisse en moyenne, sur l'année, 190 à 215 jours où l'exploitation peut avoir lieu.

- Les paysans qui se livrent, à la fois, à l'hévéaculture et à la riziculture consacrent à leurs plantations deux fois moins de temps que ceux qui se consacrent uniquement à l'hévéaculture [Mendelaar, 1925 : 332]. En effet, la période la plus

sèche, donc la plus propice à la saignée, de juin à septembre, correspond précisément à celle qui est consacrée aux travaux agricoles dans les rizières des berges de la Batang Hari, dont le calendrier est basé sur le rythme des crues.

Les exploitants disent aujourd'hui saigner trois à cinq jours par semaine, et rares sont ceux qui travaillent au total plus de vingt jours par mois, et douze mois par an. Le nombre de jours de saignée par an ne doit guère, actuellement, être supérieur à cent pour la majorité des paysans, et doit s'élever au maximum à cent cinquante pour les exploitants qui ne se livrent pas ou se livrent peu à la riziculture.

Les performances variables du saigneur, qui témoignent de la flexibilité de ses pratiques, ont évidemment une incidence sur les productions quotidiennes. Ces dernières sont aussi tributaires de l'état des arbres et de l'expérience du saigneur. Vers 1924-1925, un saigneur tirait chaque jour, de 400 arbres, 2 à 6 kg de caoutchouc sec [Kramps, 1924-25; Mendelaar, 1925; Pekelharing, 1925]. Dans les années trente, il obtenait entre 3 et 7,5 kg de caoutchouc par jour de travail [Steinbuch, 1933 : 185]. Actuellement, les productions par homme et par jour oscillent entre 10 et 15 kg de latex humide, soit *grosso modo* 5 à 7,5 kg de caoutchouc sec.

Au maximum, un exploitant moyen pratiquant parallèlement la riziculture tirera aujourd'hui de son travail 500 kg de caoutchouc sec par an, ce qui correspond aux estimations de Hall [1946 : 218] (qui avançait un chiffre de 514 kg pour 1938), comme à celles, récentes, de Gouyon [1993 : 656]. Néanmoins, il s'agit d'une approximation qui ne tient compte, on le verra, ni des cours ni des modes de faire-valoir.

Les Chinois, experts, disait-on, dans le maniement d'une balance donnant un poids différent selon qu'il s'agissait d'acheter ou de vendre, contrôlaient la commercialisation durant la période coloniale. Ces intermédiaires obligés venaient, avant même l'arrivée au marché de Jambi, prendre leur part de bénéfice : les producteurs ne touchaient pas plus de 60% de la valeur notée des exportations [Steinbuch, 1933 : 188]. Les Chinois ont été en partie supplantés par les commerçants locaux et se cantonnent aujourd'hui au marché de Jambi, où ils négocient le caoutchouc avec les intermédiaires, mais leur venue régulière dans les villages pour l'achat du caoutchouc est encore signalée jusqu'en 1960. Leur intervention rappelle une fois encore les temps fastes du commerce du poivre, lorsque les Néerlandais et les Anglais, désireux d'avoir, les premiers, accès aux nouvelles récoltes, prirent l'habitude de mandater des Chinois de la ville de Jambi pour aller à l'amont négocier les productions. La falsification des poids et des mesures par les acheteurs a, d'ailleurs, un air de déjà vu : elle était, au XVII^e siècle, largement pratiquée [Watson-Andaya, 1993].

Aujourd'hui, si l'éloignement de leur village n'y fait pas obstacle, la plupart des paysans vont vendre directement leur production de caoutchouc aux usines de *remilling* de Jambi; d'autres, trop éloignés, recourent aux acheteurs qui résident dans les villages. Ces derniers sont généralement propriétaires d'une boutique et paient les producteurs en bons qui permettent de s'approvisionner dans les boutiques de leurs émetteurs.

Un système opportuniste

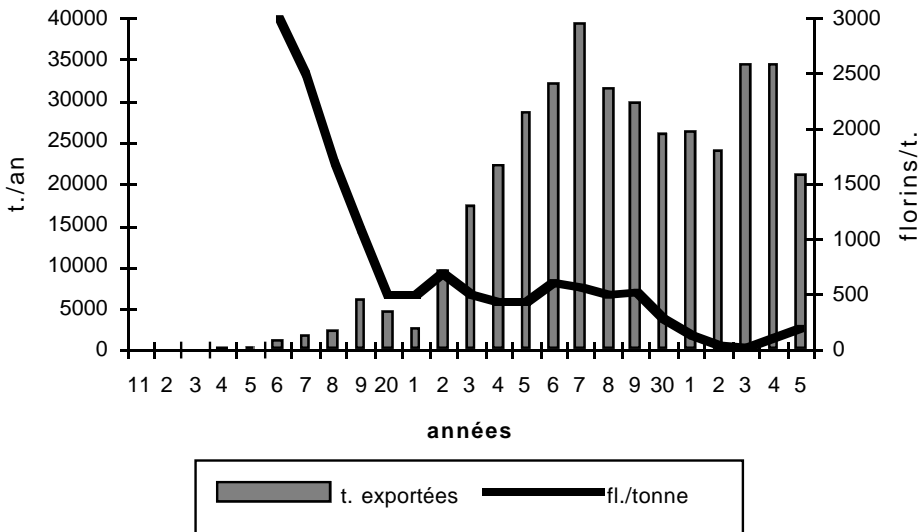
L'alternance des activités

Les fluctuations des cours mondiaux du caoutchouc ont eu une incidence directe sur les productions de Jambi, mais pas nécessairement dans le sens où l'on aurait pu s'y attendre (*fig. 3*).

À compter de 1928⁹, c'est-à-dire au début d'une période de baisse des cours, on constate que les exportations ont suivi assez peu fidèlement les cours. D'abord, ce décalage est lié au fait que les habitants plantaient en période de hausse (comme en 1915 ou 1926), mais que les arbres ne parvenaient à un stade d'exploitation que plusieurs années plus tard (six au minimum), alors que les cours n'étaient plus toujours au plus haut. Ensuite, la main-d'œuvre d'immigration récente, dépourvue de terres, n'avait qu'une alternative : soit quitter la région, soit continuer à saigner les plantations malgré des cours bas [Steinbuch, 1933], en tentant, comme on l'a vu, d'accroître ses productions pour maintenir un revenu minimum.

L'hévéaculture, dans sa période de plein essor, concurrençait très fortement toutes les autres activités. Mais à la suite de l'effondrement des cours du caoutchouc, les agriculteurs de Jambi se mirent à jouer sur les opportunités offertes par les différentes productions, se consacrant plutôt à l'hévéaculture lorsque les cours étaient

Figure 3 – Cours et exportations annuels de caoutchouc dans la province de Jambi, 1911-1935 (en florins par tonne et en tonnes)



9 Rappelons que ce n'est qu'à cette date que l'on peut savoir ce que représentent exactement les productions de caoutchouc : les Néerlandais prirent alors un certain nombre de mesures pour fixer des normes de qualité au produit destiné à l'exportation [Tideman, 1938 : 192-195; Steinbuch, 1933 : 188].

Figure 4 – Exportations de caoutchouc et de rotin, province de Jambi, 1918-1935 (en tonnes)

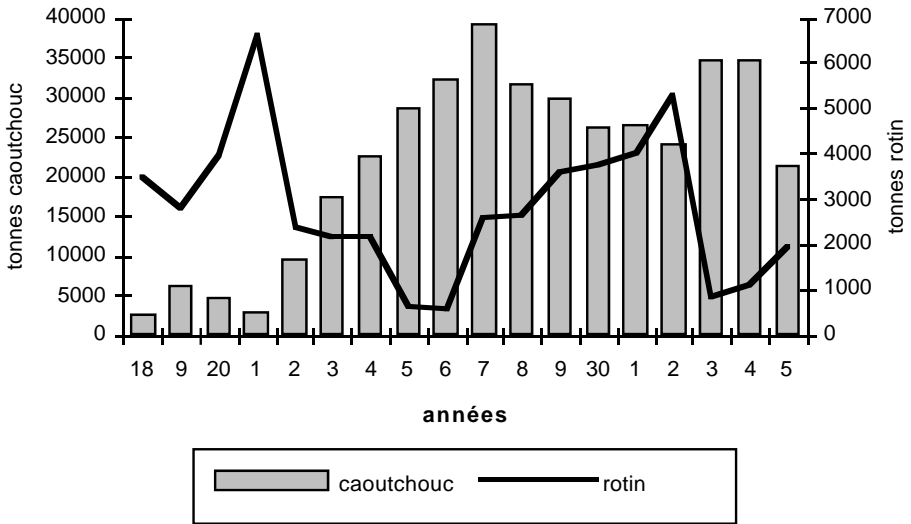
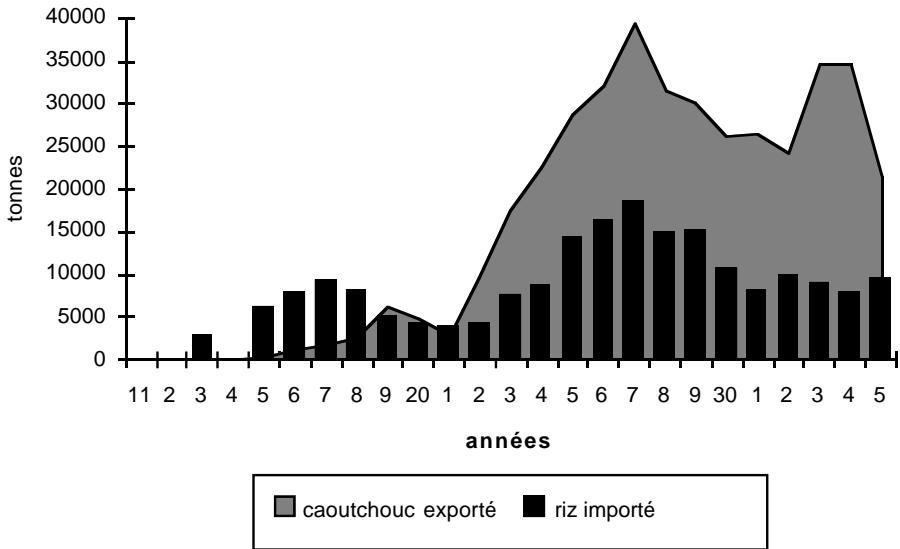


Figure 5 – Exportations de caoutchouc et importations de riz dans la province de Jambi, 1911-1935 (en tonnes)



avantageux, et se repliant plutôt sur les cultures vivrières ou les productions forestières en période de baisse. On peut comprendre ce principe de fonctionnement à partir d'un exemple simple, celui des productions de gommages forestières et de caoutchouc, qui sont comparables car elles se chiffrent en récolte quotidienne. Deux à trois hommes partant en forêt pouvaient récolter au total deux kilogrammes de gomme par jour. En 1919, un kilogramme de gutta-percha (la gomme la plus chère) était vendu 1,44 florin [Kol. Verslag, 1920]; la collecte rapportait donc à l'équipe, au maximum, environ 3 florins par jour, soit 1 à 1,5 florin par personne. La même année, l'on payait 1 florin environ le kilogramme de caoutchouc humide et impur, de « qualité Jambi »; le saigneur, même après partage de la récolte avec le propriétaire, gagnait déjà 1,5 à 3 florins par jour avec le caoutchouc [Pekelharing, 1925].

L'année suivante, tous les cours avaient baissé mais pas dans les mêmes proportions. Les 2 kilogrammes de gutta-percha rapportaient 0,80 à 1,3 florin à chacun des cueilleurs; le saigneur d'hévéa, avec des cours réduits de moitié (0,5 florin le kg), ne gagnait plus que 0,75 à 1,5 florin. Les gains procurés par les gommages forestières et le caoutchouc étaient donc à peu près équivalents en 1920. En 1921, en revanche, les cours du caoutchouc continuèrent à baisser et il devint plus avantageux pour les paysans de se livrer à la saignée des gommages en forêt, que de continuer à exploiter leurs plantations d'hévéa¹⁰.

Cet exemple – qui ne tient pas compte des modifications provoquées par la chute des cours dans les modes de faire-valoir – ne signifie pas qu'il y ait un balancement systématique entre une production et une autre. Il y a au contraire recherche d'un équilibre et d'une certaine sécurité en misant sur toute une palette d'activités possibles, de la cueillette aux cultures de spéculation en passant par le vivrier, quitte à délaisser, pour un temps, l'un ou l'autre de ces secteurs selon les opportunités offertes par les cours mondiaux. Par exemple, le rotin joua pendant longtemps le rôle d'une production de compensation vis-à-vis du caoutchouc et, sur le graphique de la figure 4, les courbes des exportations de caoutchouc et de rotin sont assez nettement inversées.

La courbe des importations de riz suit, quant à elle, assez fidèlement celle des exportations d'hévéa, avec un maximum en 1927, au moment où les cours du caoutchouc étaient encore élevés : cette année-là, la population s'intéressa surtout à la production de caoutchouc en laissant de côté les cultures vivrières, et une grande partie du riz dut être importée. Dès 1929, en revanche, la baisse des cours du latex et le retour à la riziculture s'accompagnèrent d'une diminution des importations de riz (fig. 5).

Jusque vers la fin des années vingt, les importations de riz étaient imputables, à la fois, à la présence d'une main-d'œuvre immigrée travaillant sur plantation et à l'abandon des productions vivrières par la population locale.

Cet abandon des rizières dans les deux premières décennies du xx^e siècle se comprend aisément. En 1916, période de cours très élevés, un planteur obtenant 500 kg de caoutchouc tirait de leur vente 1 000 florins, soit suffisamment pour

10 La collecte des gommages est aujourd'hui rare. La production, surtout de fruits et éventuellement de poivre et de café, vient, avec le riz, compléter ou compenser les revenus procurés par l'hévéaculture.

acheter plus de 7 tonnes de riz [Steinbuch, 1933 : 188] ! Même si le riz n'entre pas dans un circuit commercial et est autoconsommé, on peut apprécier le bénéfice considérable que l'hévéaculture, à cette époque, était susceptible de procurer. En période de cours plus bas comme en 1922 [Petri, 1923 : 58], un planteur obtenant 500 kg de caoutchouc tirait de leur vente 210 florins : ce qui était tout juste suffisant pour acheter environ une tonne de riz et nourrir cinq à six personnes pendant un an¹¹.

Une exploitation élastique

Pour nourrir sa famille en période de cours bas, le planteur a tout intérêt à renoncer à utiliser des employés sur ses plantations pour bénéficier de la totalité de sa récolte, surtout si les surfaces dont il dispose sont peu étendues. Il a aussi la possibilité de délaissier un temps ses plantations pour chercher sa subsistance dans d'autres activités. Entre ces deux extrêmes, il lui est aussi possible, quoique plus difficile et pas toujours rentable, d'employer un surcroît de main-d'œuvre pour saigner une plus grande surface et tenter ainsi de maintenir ses revenus : en période de cours bas, la main-d'œuvre, moins intéressée à ce travail, réclame une part accrue de la récolte.

En effet, le mode d'exploitation présente une élasticité supplémentaire grâce au contrat de saignée entre propriétaire et exploitant, dont les termes sont variables. Lorsque les cours étaient élevés, jusqu'à la fin des années vingt, le système du *bagi-dua* (« partage en deux ») était retenu : la moitié de la quantité de caoutchouc produite par l'exploitant, ou encore la moitié du produit de la vente du caoutchouc, était remise au propriétaire. D'autres dispositions étaient prises par contrat, comme l'achat des outils, de l'alun servant à la coagulation, etc.

En période de chute des cours du caoutchouc, soit le partage de la production s'est fait selon le principe du *bagi-tiga*, « partage en trois » (un tiers de la récolte seulement revenant au propriétaire, les deux tiers allant au saigneur), entré en vigueur au début des années trente, ou d'un système approchant, soit les propriétaires, renonçant à cette main-d'œuvre extérieure, se sont mis à exploiter eux-mêmes leurs plantations.

Aujourd'hui, le système du *bagi-tiga* régit le métayage des plantations d'hévéas mais, dans l'ensemble, la plus grande partie des plantations est exploitée en faire-valoir direct ; la situation est donc à peu près identique à celle des années trente. Les contrats de métayage intéressent, pour la plupart, des non-résidents dans les villages et sont surtout répandus dans les zones les plus proches de la ville de Jambi, où une proportion importante des plantations d'hévéas est confiée en exploitation à des citadins.

Pour résumer, la flexibilité du système repose aujourd'hui sur deux options : le recours à une main-d'œuvre extérieure en période de cours élevés pour saigner le

¹¹ La taille moyenne des ménages dans les environs de Jambi est de cinq à six personnes vers 1920 [Petri, 1923], et de quatre à cinq personnes aujourd'hui. Les estimations de la consommation de riz faites par Luytjes et Tergast [ca. 1930 : 2], sur lesquelles s'appuie cette démonstration, sont de 175 à 240 kg de riz par personne et par an à Jambi.

maximum de surface, l'abandon de la main-d'œuvre et de la saignée d'une partie des plantations en période de cours bas. L'accroissement de la production en réponse à des cours bas ne s'observe plus guère : les paysans de Jambi ont depuis longtemps choisi de se consacrer, en de telles circonstances, à d'autres activités. Les immigrants, désormais, font de même : nombre d'entre eux ont, entre-temps, réussi à acquérir des droits fonciers.

Les aménagements du système foncier

La conversion massive et extrêmement rapide de la région à l'hévéaculture n'a été possible que grâce à l'importante disponibilité des terres. Leur mise en exploitation n'a pas été sans provoquer des changements importants dans les modalités d'accès au foncier.

La première innovation que l'on relève est d'importance : alors que la vente de terres ne semble pas avoir été originellement prévue par la coutume de Jambi, les plantations d'hévéas ont pu être vendues. Royen [1927] fait observer que, dans la région voisine de Palembang, la culture de l'hévéa a « submergé » le droit coutumier car les plantations, du fait des cours élevés du caoutchouc, ont atteint une valeur telle qu'elles ont été assimilées à des biens marchands. Elles ont pu alors être louées et vendues, y compris aux immigrants qui ont, de cette manière, obtenu de plein droit de propriété. C'est également ce qui s'est produit à Jambi.

La seconde innovation importante a trait à la transmission foncière. À l'instar de ce que l'on observait dans la succession minangkabau dont les règles, à Jambi, paraissent directement inspirées [Loeb, 1935], on distinguait, dans le mode originel de transmission des terres, les biens *sangseko*, biens immobiliers nécessaires à la subsistance de la famille (principalement, les terres à riz et les maisons) – qui constituaient le véritable patrimoine (ou *matrimoine*, selon Collet [1925 : 30]) et étaient transmis par la voie des femmes –, des biens *peseko*, dont le produit était généralement commercialisé. Ces derniers, acquis par un travail personnel, pouvaient être dévolus à un individu en particulier. Exceptées quelques plantations (poivre, tabac, coton, rotin...) existant avant l'introduction de l'hévéa, et à propos desquelles on sait peu de choses, et exceptés les arbres fruitiers dont la transmission semble avoir été variable¹², les biens *peseko* relevaient donc pour l'essentiel de la catégorie des biens mobiliers. Or les plantations d'hévéas, en se développant, ont créé une catégorie foncière d'une importance économique considérable et qui, en tant que *peseko*, était transmissible par la voie masculine. Dès 1913, Samson soulevait la question du mode d'héritage des plantations alors en plein essor, prophétisant avec justesse que, à l'inverse de toutes les autres catégories de biens immobiliers qui ne circulaient jusqu'alors que par la voie des femmes, elles deviendraient transmissibles aux hommes.

Une enquête, menée en 1991 et portant sur 81 cas de transmission intéressant 302 ayants droit dans une zone de peuplement ancien des abords du fleuve Batang

12 Les arbres fruitiers relevaient de la catégorie des biens *peseko* à Muara Tebo (Meulen, 1911 : 21-22), et des biens *sangseko* à Muara Bungo [Samson, 1920 : 45; 1930 : 82-83].

Figure 6 – Répartition de l'héritage, par sexe, dans la zone de la Batang Hari : surfaces moyennes (en hectares) héritées dans chaque catégorie de biens

	Parcelles en hévéas	Arbres fruitiers	Rizières	Terrains villag. et maisons	Divers
Hommes	0,46	3 pieds	0,16	0,02	0,06
Femmes	0,38	1 pied	0,16	0,02	0

Source : enquête.

Hari (fig. 2), fait apparaître que, tandis que les rizières et les parcelles villageoises (bâties ou non) appartenant aux parents sont, lors des transmissions, partagées à peu près également entre leurs enfants, quel que soit leur sexe, les hommes se trouvent généralement avantagés dans le partage des autres types de biens (fig. 6) :

De fait, le développement de l'hévéaculture – et également l'influence des immigrants – a provoqué l'adoption ou la diffusion, parmi la population autochtone, de deux nouveaux modes d'héritage. L'un d'entre eux est dit conforme à la religion musulmane : dans le principe, les femmes y obtiennent *grosso modo* une part inférieure de moitié à celle des hommes. Ce type d'héritage reste minoritaire par rapport à un autre mode de dévolution, qui est dit tantôt « coutumier » (*adat*), tantôt conforme au droit indonésien moderne, et qui est en principe égalitaire entre tous les ayants droit, quel que soit leur sexe. S'ajoutent à ces deux principaux modes de transmission des systèmes hybrides qui résultent d'arrangements entre les héritiers¹³.

Il s'est apparemment produit un glissement dans ce qui est défini comme la succession « coutumière¹⁴ », dans la mesure où, du système traditionnel, plus ou moins complètement matrilineaire, il ne subsiste aujourd'hui qu'un vestige : les dons que fait la mère de l'épouse à sa fille¹⁵ de biens fonciers (généralement des terres à riz et des maisons) qui viennent s'ajouter à ceux du ménage, mis en commun pour l'exploitation. Si ces dons sont courants (ils ont profité à 3 ou 4 ménages sur 10), ils intéressent désormais un volume foncier relativement réduit : 11 % des surfaces totales des ménages en riz et 9 % des surfaces en cultures diverses¹⁶, alors que, tous modes

13 Ainsi, sur l'échantillon considéré, 1 à 2 cas de transmission sur 10 se sont opérés selon les règles de l'islam ; 4 cas sur 10 selon un système égalitaire, parfois dit « coutumier » ; 3 à 4 cas sur 10 selon des arrangements divers entre héritiers.

14 Le droit coutumier aurait été « adapté » aux principes de la nation indonésienne moderne (*pancasila*) : les informateurs précisent que puisque les hommes et les femmes accomplissent à présent le même travail, il n'y a pas de raison de favoriser les uns ou les autres.

15 Ces dons n'ont pas forcément lieu lors du décès de la mère ni même lors du mariage ; ils peuvent en fait intervenir à n'importe quel moment. Les biens transmis de cette façon sont les biens propres de la mère, généralement reçus de sa propre mère ; il y a donc maintien de la transmission de certains biens de type *sangseko* par la voie des femmes, qui viennent accroître, dans les faits, les chiffres moyens qui leur sont attribués dans la figure 6.

16 Les surfaces totales comprennent toutes ensemble celles que les ménages ont héritées, achetées et défrichées. La transmission par la voie des femmes de plantations d'hévéas et d'arbres fruitiers n'a été rencontrée que dans un seul village (Jambi Kecil).

Figure 7 – Les surfaces (en hectares) par ménage, selon le mode d'obtention, par zone (fleuve ou collines) et par type de culture

		Surfaces héritées	Surfaces acquises
Hévéa	Fleuve	1,08	2,8
	Collines	0,65	4,4
Rizières	Fleuve	0,75	0,66
	Collines	0,16	0,02
Autres	Fleuve	0,13	0,15
	Collines	0,22	1,54
Total	Fleuve	1,96	3,61
	Collines	1,03	5,96

Source : enquête.

de transmission confondus, l'héritage a fourni aux ménages 76 % de leurs terres à riz et 52 % des terres en cultures diverses.

En revanche, l'héritage n'a procuré aux ménages que moins de 30 % des surfaces en hévéa qu'ils exploitent. Qu'on se trouve en zone de peuplement ancien comme le long du fleuve Batang Hari, ou en zone de colonisation récente comme dans les collines situées immédiatement au nord¹⁷, l'importance des surfaces en hévéas qui sont acquises à chaque génération peut suffire à expliquer le bouleversement du droit coutumier (fig. 7).

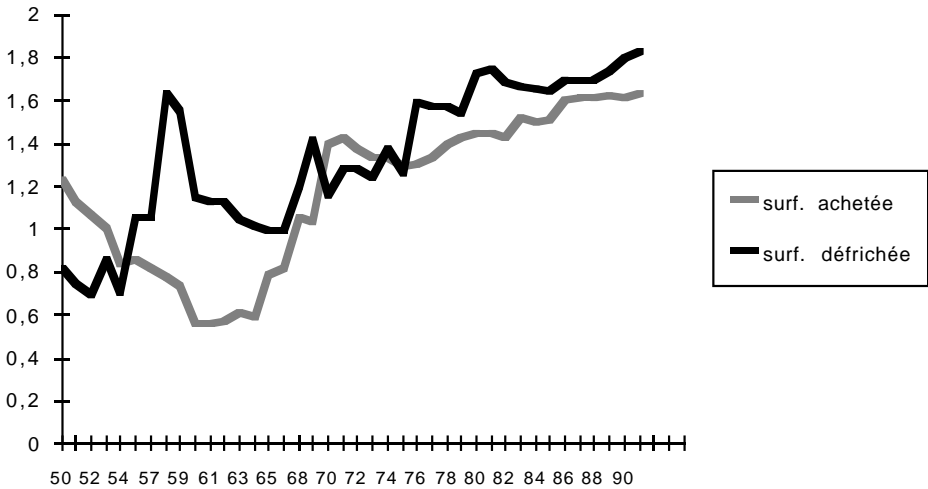
L'acquisition, par le ménage, de nouvelles terres s'opère souvent (pour les trois quarts d'entre elles) au moyen de défrichements et, dans la zone du fleuve comme dans celle des collines, près de 90 % des terres qui ont été défrichées par les ménages actuels sont devenues des plantations d'hévéas. Qui plus est, une part considérable de ces défrichements a intéressé non pas des friches, des recrûs de forêt secondaire ou d'anciennes plantations à replanter, mais ce qui est décrit comme la « forêt vierge¹⁸ ».

On entrevoit une explication partielle à cette « faim » de terres lorsqu'on compare la courbe des défrichements à celle des achats dans la zone de la Batang Hari (fig. 8) : l'une et l'autre suivent à peu près le même mouvement à douze ans d'intervalle. Or cette période est celle nécessaire aujourd'hui pour qu'une plantation parvienne au stade productif. Cela est particulièrement net pour le pic des

17 L'échantillon retenu est de 84 ménages le long de la Batang Hari et de 43 ménages dans les collines.

18 Pour 12 hectares seulement repris sur d'anciennes friches, 413 hectares avaient été conquis sur la forêt dense, soit un rapport de 1 à plus de 30. Il est vrai que la coupe de la « forêt vierge » est le moyen le plus sûr d'affirmer la primauté des défrichements et, par conséquent, la propriété foncière. Il n'est pas exclu, ainsi, que certains informateurs n'aient pas hésité à décrire comme « forêt » ce qui était en fait une repousse forestière, ce qui amène à nuancer un peu le rapport précédent.

Figure 8 – Défrichements et achats : moyenne par exploitation et par an, 1950-1990, dans la zone de la Batang Hari (hectares)



Source : enquête.

défrichements de la fin des années cinquante, et celui des achats du début des années soixante-dix.

Ainsi, beaucoup de plantations d'hévéas ne seraient aménagées que pour être revendues par la suite. On peut penser que cette spéculation foncière joue aussi un rôle important dans les collines où, surtout depuis 1980 et le tracé d'une route vers le Tungkal désenclavant la zone, des surfaces considérables sont défrichées (près de 5 hectares en moyenne par exploitation).

Cette spéculation foncière, en s'ajoutant au caractère déjà élastique des pratiques de l'hévéaculture, vient démontrer la multiplicité des ressources ainsi que les nombreuses possibilités de modulation de l'exploitation. Toutefois, l'analyse serait incomplète si l'on omettait de signaler que les activités des paysans des rives de la Batang Hari ne se limitent pas au seul domaine de l'agriculture, et qu'un bon nombre d'entre eux, à l'occasion, saisissent l'opportunité d'une activité plus ou moins temporaire, quitte à délaissier pour quelque temps le monde des villages.

Une flexibilité exemplaire

L'ultime bilan de cette « marée de caoutchouc » concerne la population de la province. Celle-ci a décuplé en quatre-vingts années, passant de 200 000 habitants environ en 1910 à près de 2 millions en 1990. À y regarder de plus près, les taux d'accroissement de la population de Jambi suivent assez fidèlement les fluctuations des cours du caoutchouc. L'immigration considérable qui, dès le début du XX^e siècle, soutient cette croissance, a été, dans les basses terres, exclusivement

motivée par les possibilités d'obtenir ou d'exploiter des parcelles consacrées aux nouvelles cultures commerciales, l'hévéa principalement, mais aussi le cocotier¹⁹. L'ampleur des fluctuations des cours du caoutchouc et les dangers éventuels de tabler uniquement sur les ressources procurées par cette activité ont amené à dire de l'hévéaculture, dans les premières décennies du siècle, qu'elle était « le bouchon sur lequel flottait Jambi » [Ezerman, 1928 : 41]. Néanmoins, les paysans ont prouvé leur capacité à surnager, et mieux encore à vivre, de plus en plus nombreux, de l'hévéaculture. Scholtz, en 1983, a montré que, dans une zone qui s'étend du piémont des Barisan, à l'ouest de Sumatra, jusqu'à la côte, dans le centre et le sud de Sumatra, et à l'exception, parfois, des productions fruitières²⁰, l'hévéaculture procurait les meilleurs revenus aux exploitations paysannes, ce que nos observations plus récentes confirment.

Toutes les stratégies décrites plus haut montrent aussi que l'hévéaculture fut assimilée et transformée par la paysannerie locale au point que l'activité devenait méconnaissable à des yeux européens : longtemps, les spécialistes occidentaux de cette culture se succédèrent à Jambi en s'offusquant de la désinvolture des méthodes d'exploitation appliquées [Wormser, 1933]. Or ces dernières répondaient très exactement aux exigences de flexibilité que le marché particulièrement fluctuant du produit imposait aux exploitations familiales, ce que n'eût su procurer une transposition telle quelle des règles « classiques » de l'économie de plantation. Pour Tideman [1938 : 190], à la veille de la seconde guerre mondiale, il était déjà impossible d'apporter la moindre amélioration à l'hévéaculture de Jambi, « le travail étant trop facile et trop rémunérateur ». La question qui se pose dans un tel contexte intéresse les fondements mêmes du développement prôné par les pays occidentaux, selon un modèle supposé seul rationnel. Il apparaît que d'autres rationalités sont tout aussi viables puisque, dans le cas présent, il a été loisible de substituer, avec un certain bonheur, aux objectifs de rentabilité optimale à la surface de l'économie de plantation, des pratiques modulables jouant sur des alternances de l'investissement de travail. Pariant sur les fluctuations des cours du caoutchouc, les habitants de Jambi ont également spéculé, on l'a vu, sur les terres à hévéas et même, à l'occasion, sur les outils de contrôle du marché qu'ont représentés les *coupons* de la fin de la période coloniale²¹.

Certes, les systèmes sociaux locaux ont payé cette manne de l'hévéa par des bouleversements considérables, dont les aménagements intervenus dans le système foncier donnent quelque idée ; mais Josselin de Jong [1951 : 117-118], à propos du pays minangkabau, rappelle que l'*adat*, le droit traditionnel, loin d'être une

19 Les deux cultures ne se concurrencent pas dans l'espace. Le cocotier, dont le développement est au départ le fait des populations banjar immigrées depuis Kalimantan sur le littoral, a colonisé les vastes zones tourbeuses de la côte délaissées par l'hévéa. Néanmoins les cours du coprah sont tout aussi fluctuants que ceux du caoutchouc et la flexibilité des modes d'exploitation est comparable.

20 Les fruits, dans la région de Palembang, assurent de considérables rentrées monétaires moyennant un investissement de travail quasiment nul. Les productions de chaque arbre (*duku* et *durian* principalement) sont généralement vendues « sur pied » à un marchand qui en organise à la fois la récolte et la commercialisation [Scholtz, 1983 : 160].

21 Institués en 1937, les coupons attribués aux familles de producteurs fixaient leur quota de caoutchouc livrable à l'exportation ; ils faisaient l'objet d'un trafic intense [Graf, 1938 : 36-38].

entité immuable, est en permanence sujet à l'adaptation et au changement. La capacité de transformation de ces paysanneries ne saurait ainsi apparaître comme un hasard : elle est une caractéristique de leur mode de fonctionnement.

Reste que le système de production repose encore entièrement sur une relative disponibilité en terres, qui ne saurait durer très longtemps [Gouyon, 1993]. Déjà, dans la zone des collines, l'on voit apparaître, aux côtés de l'hévéa, d'autres cultures commerciales telles que le café et la banane, mais aussi le poivre, le giroflier et même le cacao, dont la culture relève, dans un premier temps, de l'expérimentation. On peut, certes, y reconnaître la capacité spontanée à innover des paysans qui, à l'écoute des cours internationaux, cherchent à spéculer sur les ouvertures de marchés potentiels encore mal explorés. Il est possible également que les paysans entrevoient déjà d'eux-mêmes les limites de leurs pratiques actuelles et anticipent en s'acheminant spontanément vers de nouveaux choix.

BIBLIOGRAPHIE

- Midden Sumatra : Reizen en onderzoekingen der Sumatra-expeditie* [1882], Leiden, Brill, 10 vol.
Kolonial Verslag [1920], Algemeene Rijksarchief.
 « De bevolkingsrubbercultuur » [1924], *Ned.-Indië Rubber-en Theetijdschr.*, 9^e année : 442-448.
 BRED A DE HAAN J. VAN [1916 b], *De Inlandsche rubbercultuur in Djambi*, Tijdschr, BBL : 37-142.
 COLLET O.J.A. [1925], *Terres et Peuples de Sumatra*, Amsterdam, Elsevier, 562 p.
 DIREKTORAT JENDERAL TRANSMIGRASI [1973], *Laporan survey explorasi proyek transmigrasi Rantau Rasau*, Jakarta, Propinsi Jambi, 27 p. multigr.
 DIREKTORAT JENDERAL TRANSMIGRASI [1976], *Monografi proyek transmigrasi propinsi Jambi : 1. Rantau Rasau ; 2. Singkut ; 3. Rimbo Bujang*, Jambi : div. pag.
 EZERMAN H.E.K. [1928], *Memorie van Bestuurovergave van het gewest Djambi*, Algemeene Rijksarchief, MMK 222, 61 p.
 FERRAND M.-G. [1922], *L'Empire sumatranais de Crivijaya*, Paris, Imprimerie nationale, 190 p.
 GEERTZ C. [1963], *Agricultural Involvement : the Processes of Ecological Change in Indonesia*, University California Press, 176 p.
 GOUYON A. [1993], « Les plaines de Sumatra-Sud : de la forêt aux hévéas », *Tiers-Monde*, XXXIV, juillet-septembre, 135 : 643-670.
 GRAF L.I. [1938], *Memorie van Overgave van den Controleur der onderafdeeling Djambi*, Algemeene Rijksarchief, KIT 924, 81 p.
 GUILLAUD D. [1994], « Les douze ventres du sultan : la permanence des territoires à Jambi (Sumatra, Indonésie) », *Géographie et Cultures*, 12 : 109-130.
 GUILLAUMONT P. [1985], *Économie du développement*, Paris, Puf, coll. « Thémis-Sciences économiques », 3 vol., 464 + 605 + 367 p.
 HALL C.J.J. VAN [1946], *Insulinde : de inheemsche landbouw*, Ind. Inst. Dev., 220 p.
 HELFRICH O.L. [1908], *Memorie van Overgave van den Resident van Djambi*, Algemeene Rijksarchief, MMK 216, 73 p.
 HEYTING T.A.L. [1913], *Memorie van Overgave van den Resident*, Algemeene Rijksarchief, MMK 218, 45 p.
 JOSSELIN DE JONG P.E. DE [1951], *Minangkabau and Negri Sembilan. Socio-Political Structure in Indonesia*, thèse, Leiden, 208 p.
 KAMERLING A.L. [1915], *Memorie van Overgave van den Resident*, Algemeene Rijksarchief, MMK 219, 25 p.
 KRAMPS J.G.H. [1924-25], « De millioenen van Djambi : de rubber-bandjir », *Alg. Landbouwweekbl. N. I.*, 9^e année : 1100.
 LOEB E. [1935], *Sumatra : its History and People*, Vienne, Verslag des Inst. f. Völkerk. der Univ., 350 p.

- LUYTJES A., TERGAST G.C.W.C. [ca. 1930], « The Cultivation of Export Crops by Natives and the Rice Situation in the Outer-Provinces of the Dutch East-Indies », *Korte Meded. v. de Afd. Landbouw*, 10, 19 p.
- MANGUIN P.-Y. [1996], « Les archéologues veulent donner une identité aux pays de l'Asie du Sud-Est », *Le Monde*, vendredi 10 mai.
- MENDELAAR J.J. [1925], « Djambi, de rubber en de Djambiër », *Kol. Stud.*, 9^e année, II : 325-361.
- MEULEN Ph.J. VAN DER [1936], *Memorie van Bestuurovergave van het gewest Djambi*, Algemeene Rijksarchief, MMK 225, 152 p.
- PEKELHARING N.R. [1925], *De bevolkingsrubbercultuur in Nederlandsch Indië : I. Djambi*, Nijv. en Handel, Dep. van Landbouw, 310 p.
- PETRI H.L.C. [1923], *Memorie van Overgave, Residentie Djambi*, Algemeene Rijksarchief, KIT 878, 138 p.
- QUAST H.C.E. [1918], *Memorie van Overgave van den Resident*, Algemeene Rijksarchief, MMK 220, 41 p.
- RAULIN H., RAYNAUD E. [1980], *L'Aide au sous-développement*, Paris, Puf, coll. « Tiers Monde », Iedes, 261 p.
- ROYEN J.W. VAN [1927], *De Palembangse Marga en haar grond-en waterrechten*, thèse, Leiden, 218 p.
- SAMSON A.L. [1920], *Resultaten van het onderzoek in de Batin Tiga Ilir*, Algemeene Rijksarchief, KIT 906, 95 p.
- SAMSON A.L. [1913 a], *Een en andere over de bevolkingsrubbercultuur in de afdeeling Ma*, Boengo van de Residentie Djambi, Tijdschr, BB XLV : 292-314.
- SAMSON A.L. [1913 b], *Djeloetoeng en nog wat*, Tijdschr, BB XLV : 475-488.
- SAMSON A.L. [1930], *Adatrecht van de Batin Tiga Ilir*, Moeara Boengo 1920, Adatrechtbundels, 32 : 66-83.
- SCHOLZ U. [1983], *The Natural Regions of Sumatra and their Agricultural Production Pattern. A Regional Analysis*, I, Bogor, CRIFC, 257 p.
- SCHRIEKE B. (éd.) [1955], *Indonesian Sociological Studies : Selected Writings*, La Haye-Bandung, Van Hoeve, 230 p.
- STAPEL F.W. [1931], *Pieter van Dam's beschrijvinge van de Oostindische Compagnie*, 's-Gravenhage, Nijhoff, 858 p.
- STEINBUCH W. [1933], *Memorie van Bestuurovergave van het gewest Djambi*, Algemeene Rijksarchief, MMK 224, 313 p.
- THEE-KIAN-WIE [1977], *Plantation Agriculture and Export Growth : an Economic History of East Sumatra, 1863-1942*, Jakarta, LEKNAS-LIPI.
- TIDEMAN J. [1938], *Djambi*, Meded. Kol. Instituut, XLII, Amsterdam, Druk de Bussy, 397 p.
- VERSTEEG W.F. [1875], *De wetenschappelijke expeditie naar Midden-Sumatra, voorgedragen in de algemeene vergadering van het Aardrijkskundig Genootschap*, Tijdschr, Kon. Aard. Gen., s. I. : 338-358.
- VESCHOR VAN NISSE J.R.F. [1931], *Memorie van Bestuurovergave van het gewest Djambi*, Algemeene Rijksarchief, MMK 223, 193 p.
- WATSON-ANDAYA B. [1993], « Cash Cropping and Upstream-Downstream Tensions : the Case of Jambi in the Seventeenth and Eighteenth Centuries », in A. Reid (éd.), *Southeast Asia in the Early Modern Era : Trade, Power and Belief*, Cornell Univ. Press : 91-122.
- WELLAN J.W.J. [1932], *Zuid-Sumatra, Economische overzicht van de gewesten Djambi*, Palembang, de Lampongsche districten en Bengkoelen, Wageningen.
- WORMSER G. [1933], *Note sur le caoutchouc indigène de Sumatra (Indes néerlandaises)*, Saigon, Portal, 23 p.
- WYBENGA J.M. [1970], *Indonesië 1969; enkele economische gegevens betreffende Indonesië en de situatie in de landbouw op Sumatra*, 's-Gravenhage, Central Strikstof verkoopkantoor, 61 p.